

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1303>



Septembre 2022, le mois qui pourrait ouvrir la voie de la paix

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : vendredi 9 septembre 2022

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Près de vingt ans se sont écoulés depuis que Vladimir Poutine, tout sourire, aidait galamment Elizabeth II à descendre de son carrosse à Buckingham Palace, le 24 juin 2003. On annonce qu'il ne se rendra pas à ses obsèques. Saura-t-il néanmoins changer d'avis pour saisir cette occasion unique de rejoindre "le concert des nations", sortir sans perdre la face du borbier où il a jeté son pays, et restaurer les liens pacifiques de la Russie avec le reste de l'humanité, avec l'Ukraine bien sûr et plus généralement avec l'Occident ? Rien n'est moins sûr, hélas.

Mais le décès de la souveraine britannique pourrait ouvrir d'autres voies de retour à la paix. Voyons lesquelles.

Le 8 septembre 2022, Elizabeth II est décédée au château de Balmoral (Ecosse) - à 150 km au nord-est de la base de Faslane, port d'attache des quatre sous-marins nucléaires du Royaume-Uni lanceurs de missiles Trident (de fabrication américaine) à têtes nucléaires multiples de fabrication britannique. Soit la totalité des forces nucléaires actuelles du Royaume. Après 70 ans de règne sur l'empire britannique, elle cède son trône à son fils Charles, écologiste dans l'âme, dont on pourrait espérer que, devenu Charles III, il encouragera la fermeture de la base en question, HMNB Clyde, en raison de ses convictions.

Cependant le gouvernement du Royaume-Uni a récemment décidé de reprendre la course aux armes nucléaires en augmentant de 50 % le nombre de ses armes atomiques. Quant au souverain en titre, quel qu'il soit, il n'a aucun droit d'intervenir dans la politique du pays. Un espoir plus grand devrait donc être placé dans un **nouveau référendum**, qui permettrait soit au Royaume-Uni de changer de politique nucléaire, soit à l'Ecosse de sortir du Royaume-Uni et de se débarrasser d'une base navale par ailleurs irremplaçable, qui fait de la Clyde et de Glasgow, la plus grande ville écossaise, des cibles toutes désignées en cas de guerre atomique.

Ce même 8 septembre, inaugurant au Centre National de Rugby (CNR) de Marcoussis son Conseil National de la Refondation (CNR), fâcheux plagiat du Conseil National de la Résistance (CNR), le président de la République Française **Emmanuel Macron déclare** : « ***Moi je veux remettre nos compatriotes au coeur des grands choix de la nation*** ». Eh bien, prenons-le au mot. La politique d'armement nucléaire de la France étant, aux dires mêmes de ses artisans et partisans, l'un des « grands choix de la nation », on peut en conclure logiquement qu'elle va être enfin soumise à nos compatriotes (ses financeurs obligés) et que **le président de la République approuve la [Proposition de Loi](#)** d'ACDN visant à organiser un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires et radioactives.

A l'heure où **la guerre en Ukraine fait rage et signe la [faillite de la soi-disant « dissuasion nucléaire »](#)**, c'est une excellente nouvelle car d'après un [sondage IFOP-ACDN](#) de mai 2018, les Français seraient 85 % à vouloir que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et radioactives, c'est-à-dire entame des négociations avec les autres Etats dotés d'armes nucléaires en vue de leur élimination complète, progressive et strictement contrôlée.

Ainsi, le sort de la planète dépend de **deux référendums**, l'un au Royaume-Uni, l'autre en France, qui permettraient à nos deux peuples, ou à l'un d'entre eux au moins, de rendre caduc le traité de Lancaster House dit « Teutatès », par lequel MM. Cameron et Sarkozy ont engagé le 2 novembre 2010 la Grande-Bretagne et la France à coopérer étroitement à l'entretien de leurs forces nucléaires **pendant 50 ans** ! Ce qui revient à piétiner l'article 6 du TNP (Traité sur la Non-Prolifération nucléaire) que nos deux pays ont signé et par lequel ils sont tenus, l'un depuis 1970, l'autre depuis 1992, de négocier dans les meilleurs délais l'élimination totale de leurs armes nucléaires.

Plus que jamais, la situation mondiale exige que les peuples prennent leur destin en main. A l'appel de l'ONU, ACDN invite donc avec de nombreuses autres organisations tous les Français -entre autres- à célébrer **le 21 septembre** prochain la **Journée internationale de la Paix**, et **le 26 septembre**, la **Journée internationale pour l'élimination**

totale des armes nucléaires.

Entre ces deux dates, **le samedi 24 septembre à 16h**, ACDN invite toutes les personnes qui le peuvent à participer à un **débat public** précédé d'une conférence à deux voix, qui aura lieu à **SAINTES** salle Saintonge, 11 rue Fernand-Chapsal, sur la question : « **Hiroshima, Nagasaki, Tchernobyl, Fukushima, Zaporijjia... Comment neutraliser le danger nucléaire militaire et civil ?** »

Mais il ne suffit pas de marcher dans la rue, ni de se réunir et de débattre, pour obtenir des décisions et des résultats concrets.

C'est pourquoi nous invitons les électeurs français à interpellier leurs députés et sénateurs pour qu'ils signent la [Proposition de Loi référendaire](#) citée plus haut et la leur soumettre. Il suffit que 20 % d'entre eux (185 sur 925) la signent pour enclencher le processus menant à un référendum dit « d'initiative partagée ». Car on ne saurait compter sur M. Macron pour renoncer de lui-même à sa politique nucléaire ni pour prendre l'initiative d'un référendum qui l'y conduirait. En 2017, 126 parlementaires avaient signé cette Proposition de Loi référendaire. Pourquoi pas 185 aujourd'hui, avec un Parlement renouvelé et doué d'une bien plus grande liberté ?

Les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, la mobilisation de chaque citoyen, chaque contribuable, chaque électeur, peut contribuer à préserver ou rétablir la paix. Ne boudons pas notre pouvoir civique. Agissons pour la paix et le désarmement, exigeons un référendum.

Jean-Marie Matagne

"Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison."

Albert Camus, *Combat*, 8 août 1945